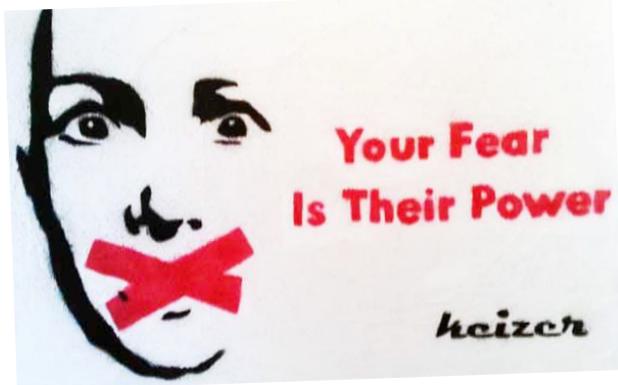


Défendre les libertés démocratiques ici et là-bas

En Égypte, les disparitions, tortures, meurtres opérés par le régime de Sissi s'accompagnent de mesures de plus en plus répressives. La solidarité avec le peuple égyptien est d'autant plus à l'ordre du jour qu'à des degrés infiniment moindres, nous connaissons en Europe un renforcement de la répression étatique : état d'urgence et lois associées en France, loi bâillon en Espagne, etc.

Cette augmentation de la répression est un processus général, et chaque mesure particulière est une menace pour tous. Cette répression se met en place sur le fond d'une crise économique qui touche, à des degrés divers, tous les pays. Nombre de gouvernements cherchent ainsi à entraver les libertés démocratiques pour mieux s'attaquer aux acquis sociaux et empêcher toute lutte. En France, la



répression des travailleurs de Goodyear en est une illustration. En Egypte, la répression féroce du régime de Sissi, encore plus violente que celle de Moubarack, est utilisée pour étouffer la révolution de 2011 et ses revendications sociales et démocratiques.

Aussi est-il nécessaire de défendre partout où l'on peut les libertés démocratiques. En se battant contre les mesures liberticides du gouvernement français (comme l'état d'urgence et les lois associées), et en soutenant toute lutte contre les mesures et atteintes aux droits et libertés menées par des gouvernements étrangers.

Concernant l'Egypte, nous soutenons ainsi :

- * le droit de manifester librement
- * la libération immédiate de tous les prisonniers d'opinion
- * l'arrêt de la torture et des mauvais traitements
- * la fin des disparitions forcées
- * la suppression de la peine de mort
- * le respect des libertés individuelles et fondamentales
- * l'exigence que la vérité soit faite sur toute forme d'exaction

Premiers signataires (au 10 mars) : Alternative Libertaire, Cedetim-Ipam, Ensemble, L'insurgé, NPA, PCF, Solidaires Etudiant-e-s, SUD Recherche EPST, Syndicat national des journalistes (SNJ), Union syndicale Solidaires, Snesup-FSU, Ligue des droits de l'Homme (LDH), EE-Les Verts (EELV)

Egypte : en défense des libertés démocratiques

LA VERITE POUR GIULIO !

L'étudiant italien, Giulio Regeni, préparait une thèse sur le syndicalisme indépendant en Égypte. Doctorant à l'Université de Cambridge, il effectuait un travail de terrain en Égypte, au Caire notamment, où il était accueilli par l'Université américaine du Caire.



Le 25 janvier 2016, jour de l'anniversaire du début de la révolution égyptienne de 2011, Giulio disparaît. C'est le début de la soirée, il vient de sortir de chez lui et est censé prendre le métro, pour quelques stations, afin de rejoindre un ami. Le centre ville est quadrillé par les autorités, pour éviter toute célébration du début de la révolution. Giulio disparaît lors du trajet.

Le 3 février, la dépouille de l'étudiant est retrouvée dans le fossé d'une banlieue du Caire. L'autopsie du corps menée en Italie montrera qu'il a été torturé à mort. Sous le régime de Sissi, les disparitions forcées, les tortures et morts sous la torture d'Égyptiens se sont multipliées. C'est la première fois qu'un étranger est ciblé.

Les autorités égyptiennes expliquent qu'il a été victime d'un trafic mafieux, mais nombre d'amis et d'universitaires pensent qu'il a été assassiné par le régime de Sissi (les sévices qu'il a subi ont été identifiés comme étant identiques à ceux traditionnellement effectués par les services du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de la Défense).

Exiger que la vérité sur la torture et le meurtre de Giulio Regeni soit établie, c'est, pour tout étudiant et au-delà pour tous, défendre le droit à la liberté de penser dans son pays comme à l'étranger, c'est défendre le droit de chercher à comprendre et le droit de critiquer, c'est défendre les libertés démocratiques en Égypte, en France, et partout dans le monde.



Rassemblement à Paris
samedi 19 mars 2016
Place de la République à 17h